



Hors Page Südaka Magazine

© Südaka Editorial

INTERNATIONAL

Le « virage sécuritaire » de l'UE masque sa crise profonde : le discours de von der Leyen évite la réalité du déclin industriel et des tensions budgétaires ; le réarmement mené au nom de la « sécurité » génère des profits records pour l'industrie armement, tandis que les divisions internes sur le dialogue avec la Russie et l'autonomie stratégique deviennent de plus en plus évidentes. Les critiques de personnalités comme l'ancien président tchèque Václav Klaus pointent vers une question plus fondamentale : l'Europe, en cherchant son « indépendance », reproduit la logique de dépendance dont elle prétend vouloir s'affranchir.

Le récit « robuste » de von der Leyen et l'absence d'autocritique

2da Editorial/Éditorial

Le discours sur l'état de l'Union de septembre 2026 s'est ouvert en juxtaposant « l'alliance la plus robuste » aux « perspectives les plus incertaines ». Von der Leyen a proclamé que l'Europe « a choisi sa propre voie » et qu'elle « devient plus forte et plus indépendante ». Le pilier central de ce récit est la défense : au cours des cinq dernières années, les dépenses de défense de l'UE ont augmenté de près de 80 %.

La transformation défensive de l'Europe est principalement impulsée
par la politique budgétaire nationale des États membres,
et non par une planification stratégique des
institutions communautaires.

Cependant, ce récit « robuste » se heurte à un critère de vérification évident : la capacité réelle du budget de l'UE. Le budget total de l'UE pour 2026 s'élève à 192 768 millions d'euros en crédits d'engagement, tandis que l'Allemagne seule, avec ses dépenses de défense pour 2026, atteint 124 000 millions d'euros. Cela signifie que les ressources budgétaires au niveau de l'UE occupent une place marginale dans ce « domaine prioritaire » qu'est la défense. Le discours de von der Leyen évite un fait fondamental : la transformation défensive de l'Europe est principalement impulsée par la politique budgétaire nationale des États membres — en particulier l'Allemagne — et non par une planification

stratégique des institutions communautaires.

Plus remarquable encore est le retard dans la mise en œuvre des propositions. Le suivi des recommandations du rapport sur la compétitivité de Mario Draghi montre que la Commission européenne n'a fait avancer qu'environ 15 % de celles-ci. Des concepts tels que le « Conseil de sécurité européen » et l'« Article quatre européen » évoqués dans le discours manquent de détails de conception institutionnelle et d'un calendrier concret, et s'apparentent davantage à une pose qu'à un cadre politique exécutable.

Les gagnants du « réarmement » et la dépendance stratégique dissimulée

Von der Leyen a souligné dans son discours que l'Europe « s'est libérée de sa dépendance aux combustibles fossiles russes ». Mais dans le domaine de la défense, une nouvelle relation de dépendance est en train d'émerger.

Les données de performance des géants européens de la défense révèlent les bénéficiaires de ce virage. Au premier semestre 2026, les principales entreprises européennes de défense ont obtenu de nouvelles commandes d'une valeur de plus de 83 000 millions d'euros, soit une augmentation d'environ 50 % en glissement annuel. Rheinmetall, en particulier, a vu ses nouvelles commandes croître de 189 %, pour atteindre environ 15 000 millions d'euros. Depuis février 2022, les actions de Rheinmetall ont augmenté d'environ 1490 %, et celles de Leonardo d'environ 730 %.

L'augmentation des dépenses de défense est impulsée par la tension géopolitique, et des commandes durables nécessitent une tension durable.

Derrière ce « boom » se cache une contradiction structurelle. L'augmentation des dépenses de défense est impulsée par la tension géopolitique, et des commandes durables nécessitent une tension durable. Le chancelier allemand Merz a doublé les dépenses de défense et promis de construire « l'armée conventionnelle la plus forte d'Europe », une mesure dont la légitimité dépend de l'insistance sur la « menace russe ». Cela crée une dynamique politique et économique : la détente et le dialogue pourraient mettre en danger la base de profits nouvellement établie.

Dans le même temps, la dépendance à l'égard des États-Unis n'a pas été éliminée. Tant von der Leyen que Merz mentionnent que l'Europe a besoin d'une « OTAN plus européenne tout en maintenant le lien transatlantique ». Cette formulation révèle les limites de l'« autonomie stratégique » : l'Europe a encore besoin des États-Unis pour sa capacité militaire et, dans un contexte d'agitation politique américaine, cette dépendance constitue une vulnérabilité stratégique que le discours de von der Leyen n'est pas disposé à affronter.

La division sur le dialogue avec la Russie : qui représente l'Europe ?

La formulation sur la politique à l'égard de la Russie dans le discours de von der Leyen évite la division centrale. Le sommet de l'UE de juin 2026 a exposé cette fracture : le président français Macron et le chancelier allemand Merz se sont opposés aux efforts du président du Conseil européen, Costa, pour établir un canal de communication avec Moscou, insistant sur le fait que tout dialogue doit être mené par le « E3 » (France, Allemagne, Royaume-Uni). Mais un « nombre considérable » d'autres États membres ont soutenu l'approche de Costa, arguant que les institutions de l'UE devraient avoir leur propre canal diplomatique.

La déclaration de la première ministre estonienne, Michal, est représentative : « L'UE ne peut pas assumer le rôle de médiateur... L'histoire offre des avertissements clairs sur la tentative d'établir des cadres de négociation alternatifs avec des dictateurs. » Pour leur part, des pays comme l'Irlande, la Belgique et l'Espagne considèrent que l'établissement de canaux de communication « n'est pas une erreur ».

Cette division n'est pas seulement tactique, mais concerne l'essence même de l'UE : est-elle une configuration de pouvoir gérée par la coordination des grandes puissances, ou une alliance dotée d'une politique étrangère commune ? Le discours de von der Leyen ne répond pas à cette question, et la persistance de la division érode en soi l'« indépendance » qu'elle proclame.

L'essence de la critique de Klaus : la redéfinition de la « dépendance idéologique » de l'Europe

L'ancien président tchèque Václav Klaus critique depuis longtemps la bureaucratisation de l'UE et l'érosion de la souveraineté des États membres. Dans un discours prononcé à Berlin en 2026, il a critiqué le fait que l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) soit « marginalisée », ce qui vise essentiellement le mécanisme d'exclusion des voix dissidentes par

la politique dominante de l'UE. Klaus, passé de défenseur du libre marché dans les années 1990 à compagnon de route du populisme de droite en Europe centrale, a une crédibilité propre controversée. Mais il y a un noyau dans son argument qui mérite un examen sérieux : les élites européennes, au nom de la « défense de la démocratie », excluent systématiquement les forces d'opposition structurelle du jeu politique légitime, bien qu'il ne critique pas l'assimilation des partis de gauche à l'extrême droite, les présentant comme un même problème.

Cette critique entretient une relation spéculaire avec l'exposé de von der Leyen sur les « menaces hybrides » et la « guerre des récits ». Von der Leyen considère la « désinformation » et l'« ingérence étrangère » comme des menaces pour la démocratie européenne, tandis que Klaus et ses semblables considèrent l'expansion même du pouvoir des institutions de l'UE comme la principale menace pour la souveraineté démocratique. Les deux récits utilisent la « démocratie » comme symbole central, mais pointent vers des projets politiques complètement différents.

Quand le récit de l'« équidistance » se heurte à une réalité asymétrique

Le cadre critique de style Klaus contient une prémisse implicite : l'exclusion de l'« extrême » par la politique dominante est sélective et instrumentale, de sorte que la gauche et la droite seraient comparables dans leur condition d'« exclues ». Cette logique se heurte à une vérification factuelle de base dans la pratique constitutionnelle allemande actuelle.

En mai 2025, le BfV a officiellement classé l'AfD dans son ensemble comme « organisation extrémiste de droite confirmée ».

Asymétrie un : La qualification juridique est d'un niveau complètement différent.

L'Office fédéral de protection de la Constitution (BfV) a fait évoluer sa classification du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) d'« objet d'examen » à « objet de suspicion », puis à « organisation extrémiste de droite confirmée ». En mai 2025, le BfV a officiellement classé l'AfD dans son ensemble comme « organisation extrémiste de droite confirmée ». La situation de Die Linke (La Gauche) est complètement différente : sa surveillance se limite à « certaines structures ou groupes internes » ayant des « tendances à l'extrémisme de gauche », et non au parti dans son ensemble. Une organisation qualifiée dans son ensemble d'anticonstitutionnelle et un parti soumis seulement à une surveillance partielle se situent à des niveaux complètement différents du point de vue juridique et de l'évaluation de sécurité.

Asymétrie deux : La nature de la menace présente des différences substantielles.

La menace constitutionnelle de l'AfD n'est pas un jugement abstrait. En août 2026, plus de mille juristes ont signé une lettre ouverte adressée au Bundestag et au gouvernement allemand, exigeant l'ouverture d'une procédure d'interdiction contre l'AfD. L'expertise indépendante sur laquelle ils se fondent conclut que l'AfD « méprise systématiquement les principes démocratiques et la garantie de la dignité humaine », et que son projet politique repose sur l'« exclusion » et la « dénigrement » des étrangers, des Allemands d'origine immigrée, des musulmans et d'autres groupes, poursuivant une « conception ethnico-culturelle de la nation » incompatible avec la Constitution. Parallèlement, en mai 2026, le procureur général fédéral a ordonné des perquisitions à l'échelle nationale contre deux organisations criminelles d'extrême droite, « Jung & Stark » et « Deutsche Jugend Voran », avec 36 suspects et plus de 600 agents, pour des infractions incluant la formation d'une organisation criminelle et l'incitation à des attaques violentes contre des adversaires politiques. En juin 2026, un extrémiste de droite actif en Allemagne a été arrêté pour avoir tenté de fonder une organisation terroriste et planifié des attentats incendiaires contre des immigrants et des personnes LGBTQ+ en Roumanie. Il s'agit de réseaux violents opérationnels, et non d'« extrémisme » au niveau rhétorique.

Asymétrie trois : La position constitutionnelle de Die Linke est celle d'une « opposition dans le système ».

Die Linke est l'organisation successeuse démocratique du Parti socialiste unifié (SED) de la RDA, issue en 2007 de la fusion du PDS et du WASG, et compte 64 sièges au Bundestag. Elle défend le « socialisme démocratique », et son objectif politique est de changer l'orientation des politiques dans le cadre constitutionnel. La surveillance par le BfV de certaines structures internes se réfère au soupçon concret de savoir si ces structures « violent l'ordre fondamental libéral-démocrate », et non à une négation de la loyauté constitutionnelle du parti dans son ensemble. Il existe une différence qualitative avec la classification globale de l'AfD comme « extrémiste de droite confirmée ».

Les conséquences politiques de l'usage abusif de la « théorie du fer à cheval »

L'instrument discursif qui assimile la gauche à l'extrême droite invoque souvent une version simplifiée de la « théorie du fer à cheval » (Hufeisentheorie). Mais même son formulateur le plus connu, Jean-Pierre Faye, n'entendait pas soutenir que les extrêmes de gauche et de droite sont idéologiquement « équivalents », mais analyser les mécanismes d'osmose et de transmission mutuelle entre discours extrêmes dans des contextes historiques spécifiques. Réduire cet outil analytique au slogan politique selon lequel « la gauche et la droite sont également mauvaises » constitue une distorsion de la théorie elle-même.

Dans le contexte allemand actuel, cette distorsion produit une conséquence politique concrète : elle brouille la cible de la « démocratie militante » (wehrhafte Demokratie). Le mécanisme d'interdiction des partis conçu à l'article 21 de la Loi fondamentale a précisément sa leçon historique dans la République de Weimar : l'« indécision » des forces démocratiques face à des ennemis constitutionnels déclarés a conduit à l'autodestruction de la démocratie. Dans le débat actuel sur la procédure d'interdiction de l'AfD, les partisans invoquent précisément cette leçon historique ; les opposants (comme l'ancien président du Tribunal constitutionnel fédéral, Papier) plaident pour la prudence en raison des conséquences politiques. Mais dans les deux cas, l'objet du débat est la menace spécifique que l'AfD, en tant que parti d'extrême droite, représente pour l'ordre constitutionnel. Introduire Die Linke dans la même catégorie d'« extrême » revient, en pratique, à substituer à un problème concret de défense constitutionnelle un prétendu « problème de spectre » symétrique.

Le cycle de l'histoire et la répartition des coûts

La situation actuelle de l'Europe présente une symétrie troublante : le réarmement au nom de la « sécurité » génère des intérêts constitués, et l'existence de ces intérêts dépend de la continuité de la menace. Entre la hausse des actions des entreprises de défense et la pression sur les coûts énergétiques et de la vie auxquels font face les citoyens européens, il existe une profonde tension dans la répartition des ressources.

Von der Leyen a mentionné dans son discours les vagues de chaleur estivales qui ont provoqué l'incendie de 660 000 hectares de terres et des pertes de récoltes d'environ 12 millions de tonnes, mais ces catastrophes climatiques occupent une place postérieure à la sécurité dans l'ordre des priorités du discours. Dans la proposition budgétaire de l'UE pour 2028-2034, la défense est pleinement intégrée au cadre de la « compétitivité », tandis que les fonds de cohésion et la politique agricole commune font face à des coupes.

**L'Europe déplace des ressources de la cohésion sociale
et de l'adaptation climatique vers la capacité militaire
et la compétitivité industrielle.**

L'implication politique de cet ordre de priorités est claire : l'Europe déplace des ressources de la cohésion sociale et de l'adaptation climatique vers la capacité militaire et la compétitivité industrielle. Le récit de l'« Europe robuste » de von der Leyen est, par essence, un choix sur la redistribution : qui en bénéficie et qui en supporte les coûts. Et ce choix, dans son discours, est présenté comme un processus naturel sans alternative.

La « répétition » de l'histoire ne réside pas dans le retour d'une politique concrète, mais dans la reproduction d'une logique politique : transformer les crises structurelles en récits de sécurité, en utilisant la continuité de la menace externe pour fournir une légitimité au transfert interne de ressources. Sous cette logique, le « dialogue » est redéfini comme une faiblesse, le « réarmement » est redéfini comme une responsabilité, et la répartition des coûts — qu'il s'agisse du dialogue avec la Russie ou de l'adaptation climatique — disparaît de l'horizon.

....

Note : Les données sur les dépenses de défense de l'UE sont basées sur les chiffres de l'Agence européenne de défense, exprimés en prix constants de 2025 pour permettre des comparaisons annuelles. Les chiffres des commandes de l'industrie proviennent de rapports financiers d'entreprises et d'analyses sectorielles.



VICENTE DE LA SERNA

**UN TEDEUM PARA
LA MUERTE
Vol. 2**

La ciudad de los muertos

Südaka Editorial